



MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

N° 2025DPIGPI718TX

Indice 1_2025 06 05 : Ajout précision en rouge page 15 article 5.1 Modalité de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement

01e_Cahier des Clauses Administratives Particulières [CCAP]

Maître de l'ouvrage

Université de Lorraine

Objet du marché

Restructuration de l'IUT NANCY-BRABOIS à VILLERS-LES-NANCY (54)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Table des matières

Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales.....	5
1.1 - Objet du marché - Emplacements.....	5
1.2 - Réalisations de prestations similaires	5
1.3 - Dispositions générales.....	5
1.4 - Décomposition en tranches et lots	6
1.5 - Maîtrise d'œuvre.....	6
1.5 - Contrôle technique :.....	7
1.6 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé	8
1.7 - Redressement ou liquidation judiciaire	8
1.8- Clause d'insertion sociale	8
1.8.1. Les publics visés.....	9
1.8.2. Les modalités de mise en œuvre.....	10
1.8.3. Le dispositif d'accompagnement des entreprises	10
1.8.4. Le suivi et contrôle de l'action d'insertion	11
1.9 - Assistance du maître d'ouvrage	11
Article 2 : Pièces constitutives du marché.....	11
Article 3 : Prix du marché	12
3.1 - Caractéristiques des prix	12
3.2 - Modalités de variation des prix.....	12
3.3 - Répartition des dépenses communes	13
Article 4 : Clauses de financement et de sûreté.....	13
4.1- Garantie financière.....	13
4.2- Avance	14
Article 5 : Modalités de règlement des comptes	15
5.1 - Modalités de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement	15
5.2 - Approvisionnements	16
5.3 - Tranches optionnelles	16
5.4 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants	16
Article 6 : Délai d'exécution - Pénalités et Primes	17
6.1 - Délai d'exécution des travaux	17
6.2 - Prolongation du délai d'exécution	18
6.3 - Pénalités	18

Article 7 : Caractéristiques des matériaux et produits.....	20
7.1 - Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits	20
Article 8 : Implantation des ouvrages.....	20
8.1 - Piquetage général.....	21
8.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens	21
Article 9 : Préparation et Coordination des travaux	21
9.1 - Période de préparation - programme d'exécution des travaux.....	21
9.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	21
A) Principes généraux.....	21
B) Autorité du coordonnateur S.P.S.	22
C) Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.	22
D) Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants	23
E) Locaux pour le personnel	23
9.3 - Plan d'assurance qualité.....	23
9.4 - Registre de chantier	23
Article 10 : Etudes d'exécution.....	23
Article 11 : Installation et organisation du chantier.....	23
11.1 - Installations de chantier.....	24
11.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais	24
11.3 - Signalisation des chantiers	24
11.4 - Application de réglementations spécifiques.....	24
Article 12 : Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	24
12.1 - Gestion des déchets de chantier.....	24
12.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	25
12.3 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	25
12.4 - Documents à fournir après exécution.....	25
12.5 - Travaux non prévus et diminution du montant des travaux	25
Article 13 : Réception des travaux.....	26
13.1 - Dispositions applicables à la réception	26
13.2 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	27
Article 14 : Garanties et assurances	27
14.1 - Délai de garantie de parfait achèvement.....	27
14.2 - Garanties particulières	27
14.3 - Assurances.....	27
Article 15 : Résiliation du marché.....	27
Article 16 : Droit et langue	28

Article 17 : Dérogations aux documents généraux	28
---	----

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché - Emplacements

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent :

La présente consultation a pour objet la réalisation des travaux de restructuration, en site occupé, de l'IUT Nancy-Braboïs, Campus du Montet, à Villers-les-Nancy (54). L'ensemble immobilier concerné par cette opération de restructuration correspond aux bâtiments A, C, D, H0, H1, ateliers GMP et GCDD (cf. plan de situation) et consiste à :

- La restructuration des bâtiments A, C, D et des ateliers GMP et GCDD
- La restructuration lourde du bâtiment H0
- La démolition et la reconstruction du bâtiment H1
- La construction des bâtiments créés « Logette 1 » et « Logette 2 »

1.2 - Réalisations de prestations similaires

Les prestations similaires pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires, passé en application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique et qui seront exécutées par l'attributaire de ce présent marché. Les conditions d'exécution de ce nouveau marché seront les suivantes:

- Consultation de l'attributaire du présent marché sur la base d'un descriptif technique des travaux (ou d'un programme d'opération pour des prestations intellectuelles)
- Remise par l'attributaire du présent marché d'une offre de prix comportant une décomposition du prix global et forfaitaire dans les délais fixés par le maître d'ouvrage au moment de la consultation
- Les conditions administratives du nouveau marché seront celles figurant dans le présent C.C.A.P.
- Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

Ce marché se déroule en 3 phases de (Cf. planning prévisionnel travaux joint au DCE)

1.3 - Dispositions générales

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières du lot concerné.

Le présent contrat est soumis aux obligations du Décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution. Ce texte prévoit notamment l'envoi des déclarations de travaux (DT) et des déclarations d'intention de commencement des travaux (DICT).

Par dérogation à l'article 3.8.2, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de l'envoi de l'ordre de service pour notifier ses observations au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.

1.4 - Décomposition en tranches et lots

Les travaux sont répartis en 12 lots :

LOTS	Désignation
01	DESAMIANPAGE / DEPLOMBAGE / DECONSTRUCTION
02	VRD / ESPACES VERTS
03	STRUCTURE
04	BARDAGE / ITE / ETANCHEITE
05	MENUISERIES EXTERIEURES / SERRURERIE
06	CLOISONS / FAUX-PLAFONDS / DOUBLAGES
07	MENUISERIES INTERIEURES
08	CARRELAGE / FAÏENCE
09	PEINTURES / SOLS SOUPLES
10	CHAUFFAGE / VENTILATION / PLOMBERIE / SANITAIRES
11	ELECTRICITE Courants Forts et Courants Faibles
12	ASCENSEUR

1.5 - Maîtrise d'œuvre

Les missions confiées par le maître de l'ouvrage à la Maîtrise d'œuvre sont les suivantes :

	Elément de la mission
Mission de base	APS
	APD
	PRO
	ACT
	EXE SYN
	DET
	AOR
Missions complémentaires	DIAG
	SSI
	OPC
Missions spécifiques	Programmation
	STD
	Etude de faisabilité Energétique
	Exploitation Maintenance
	Valorisation CEE ou dispositif équivalent

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Architecte mandataire

SA JEAN-MICHEL JACQUET ARCHITECTES

contact@jmjacquet.com

50 boulevard Lundy

51100 REIMS

03 26 47 84 63

BET T.C.E.

EGIS

egis.batiments-strasbourg@egis.fr
10 avenue Pierre Mendès France
67300 SCHILTIGHEIM
03 88 20 85 20

BET Acoustique

VENATHEC

admin-ao@venathec.com
Centre d'Affaires les Nations
54500 VANDOEUVRE LES NANCY
03 88 20 85 20

Economiste de la construction

ALTER ECO

altereco@altereconomie.fr
49 rue Chanzy
51100 REIMS
03 26 50 52 55

1.5 - Contrôle technique :

Le Bureau de contrôle désigné pour l'opération est :

BUREAU ALPES CONTROLES SAS

nancy@alpes-controles.fr
3 Allée des Tilleuls
54180 HEILLECOURT
03 54 17 04 95

Les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique sont les suivantes :

<i>Code</i>	<i>Libellé</i>
L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables
SEI	Sécurité dans les immeubles recevant du public (ERP) ou de grande hauteur (IGH)
P1	Solidité des éléments d'équipements non indissociablement liés
F	Fonctionnement des installations
Ph	Isolation acoustique des bâtiments
Th	Isolation thermique et économies d'énergie
Hand	Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
LE	Solidité des existants
AV	Stabilité des avoisinants
GTB	Gestion technique des bâtiments
PV	Rédaction et suivi des procès-verbaux sur le chantier
DEM	Solidité des avoisinants (en cas de démolition des ouvrages existants)
Notices	Avis porté sur les notices de sécurité et d'accessibilité
ATTHAND	Attestation d'accessibilité handicapée
VAMST	Vérification initiale des installations électriques

Les missions devront être conformes à la norme NFP 03-100

1.6 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Conformément à la réglementation en vigueur, la mission de coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau I sera assurée par :

APAVE Infrastructures et Construction France

batiment.lorraine@apave.com

3 rue de l'Euron
54320 MAXEVILLE
03 83 98 38 50

1.7 - Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

1.8- Clause d'insertion sociale

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable.

L'Université de Lorraine, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Le titulaire s'engage à promouvoir, dans le cadre de l'exécution des prestations du présent marché, l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion dans les conditions précisées dans le présent article

En application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, l'entreprise attributaire s'engage pour l'exécution de son lot, à mettre en œuvre une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières pour les lots suivants ;

Lots	Désignation
02	VRD / ESPACES VERTS
03	STRUCTURE
04	BARDAGE / ITE / ETANCHEITE
05	MENUISERIE EXTERIEURE / SERRURERIE
06	CLOISONS / FAUX-PLAFONS / DOUBLAGES
07	MENUISERIES INTERIEURES
08	CARRELAGE / FAÏENCE
09	PEINTURE / SOLS SOUPLES

Le titulaire s'engage ainsi à réaliser, au minimum, sur la durée du chantier, le nombre d'heures d'insertion suivant :

Lots	Désignation	Montant du marché attribué (€HT)	Nombre d'heures d'insertion par tranche de 10 000 €HT attribués	Nombre d'heures à réaliser
02	VRD / ESPACES VERTS	M2	8	8*M2/10 000
03	STRUCTURE	M3	8	8*M3/10 000
04	BARDAGE / ITE / ETANCHEITE	M4	7	7*M4/10 000
05	MENUISERIE EXTERIEURE / SERRURERIE	M5	5	5*M5/10 000
06	CLOISONS/FAUX-PLAFONS/DOUBLAGE	M6	8	8*M6/10 000
07	MENUISERIES INTERIEURES	M7	6	6*M7/10 000
08	CARRELAGE / FAÏENCE	M8	8	8*M8/10 000
09	PEINTURE / SOLS SOUPLES	M9	9	9*M9/10 000

1.8.1. Les publics visés

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes qui en sont éloignées. Leur éligibilité doit être validée **en amont**, dans le cadre du dispositif d'accompagnement des entreprises, par le facilitateur désigné ci-dessous.

Les publics appelés à bénéficier de ce dispositif sont **en difficulté particulière d'insertion professionnelle** et répondent à l'un des critères suivants :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- Les personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé ;
- Les bénéficiaires de minimas sociaux, en particulier les Allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA), de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Insertion (AI) ; de l'allocation d'invalidité ;

- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
- Les personnes de plus de 50 ans éloignées de l'emploi ;
- Les habitants des quartiers politique de la ville, éloignés de l'emploi ;
- Les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- Les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Ecoles de la 2ème chance, les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense ;
- Les personnes employées par une régie de quartier
- Les personnes sous-main de justice

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de France Travail, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, de CAP Emploi, ..., être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

1.8.2. Les modalités de mise en œuvre

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- 1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI) ou un travailleur indépendant handicapé (TIH)
- 2ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché
- 3ème modalité : la mise à disposition de salariés : l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'une entreprise de travail temporaire (ETT), d'une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou d'une association intermédiaire (AI)

Dès notification du marché, le titulaire devra prendre contact avec le facilitateur désigné afin de définir les modalités d'application de la clause d'insertion et le profil du ou des bénéficiaires.

1.8.3. Le dispositif d'accompagnement des entreprises

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette démarche d'insertion, la DIR Est a mis en place un dispositif d'accompagnement et d'assistance aux entreprises.

Les entreprises attributaires doivent prendre contact avec :

Cécile HENRY

Chargée de mission Clauses d'Insertion

Standard : 03 83 22 24 00 Portable : 07 50 59 35 80

chenry@mde-nancy.org

Maison de l'Emploi du Grand Nancy

88 Avenue du XXème Corps

BP 90657 - 54063 NANCY CEDEX

Les missions du facilitateur consistent à :

- Informer les entreprises soumissionnaires des dispositifs d'insertion durant la phase d'appel d'offre,
- Accompagner l'entreprise attributaire (définition du besoin en recrutement, sélection de la modalité, positionnement de public prioritaire ...), en fonction des spécificités du marché,
- Renseigner le titulaire sur les structures inclusives du territoire (structures d'insertion par l'activité économique et structures employant des travailleurs handicapés),
- Jouer le rôle d'interface entre les publics, les intermédiaires de l'emploi, les entreprises et le maître d'ouvrage,
- Suivre et évaluer l'exécution des clauses (suivi des activités, bilans pédagogiques, formations réalisées, besoins en emploi par lot et entreprises, mesures de sorties du dispositif, ...).

1.8.4. Le suivi et contrôle de l'action d'insertion

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé.

A la demande de l'Université de Lorraine ou du facilitateur désigné, le titulaire fournit trimestriellement, tous renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action (par exemple : type de contrat, attestation d'heures d'insertion, récapitulatif des factures...).

L'absence ou le refus caractérisé de transmission de ces renseignements peut entraîner l'application de pénalités prévue à l'article 6 du présent CCAP.

Le titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

1.9 - Assistance du maître d'ouvrage

Sans objet

Article 2 : Pièces constitutives du marché

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe (Attestation d'insertion sociale)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le Cahier des Clauses Techniques Communes (C.C.T.C.)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- La Notice d'Organisation du Chantier

- Le planning prévisionnel des travaux figurant dans le DCE et le planning validé et modifié par l'OPC par la suite
- Les pièces graphiques
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le plan général de coordination sécurité
- Offre technique du titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
- Les pièces remises par l'entreprise dans son offre, y compris tous documents complémentaires remis par celle-ci en cours de consultation sur demande du maître d'ouvrage

Article 3 : Prix du marché

3.1 - Caractéristiques des prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire, pour chacun des lots selon les stipulations de l'acte d'engagement.

- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.
- En tenant compte des dépenses communes de chantier mentionnées au présent C.C.A.P.

3.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de juillet 2025 ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule suivante : $C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision,
- I₀ : valeur de l'index de référence au mois zéro,
- I_n : valeur de l'index de référence au mois n,

Le mois « n » retenu pour chaque révision sera le mois de réalisation des prestations. Les prix ainsi révisés seront invariables pendant cette période.

Les index de référence I, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Index	Libellé
BT 01	Indice national du bâtiment – Tous corps d'état – Base juin 2025
BT 02	Indice national du bâtiment – VRD-Espaces Verts
BT 06	Indice national du bâtiment – Démolition – Structure
BT 52-53	Indice national du bâtiment – Bardage-ITE-Etanchéité
BT 42	Indice national du bâtiment – Menuiseries extérieures - Serrurerie

BT 08	Indice national du bâtiment – Cloisons-faux plafonds-Doublages
BT 18a	Indice national du bâtiment – Menuiseries intérieures bois
BT 09	Indice national du bâtiment – Carrelage-Faïence
BT 10-46	Indice national du bâtiment – Peinture-Sols souples
BT 40-41-38	Indice national du bâtiment – CVC-Ventilation-Plomberie-Sanitaires
BT 47	Indice national du bâtiment – Electricité-Courant faible-courant fort
BT 48	Indice national du bâtiment – Ascenseur

Appliqués aux prix :

Lots	Index	Formule de révision	Prix concernés
1	BT 02	$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_o)$	Tous les prix
2	BT 02	$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_o)$	Tous les prix
3	BT 06	$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_o)$	Tous les prix
4	BT 52-53	$C_n = 15,00\% + 85,00\% ((\text{BT52}(I_n/I_o)*67\%)+(\text{BT53}(I_n/I_o)*33\%))$	Tous les prix
5	BT 42	$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_o)$	Tous les prix
6	BT 08	$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_o)$	Tous les prix
7	BT 18a	$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_o)$	Tous les prix
8	BT 09	$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_o)$	Tous les prix
9	BT 10-46	$C_n = 15,00\% + 85,00\% ((\text{BT10}(I_n/I_o)*50\%)+(\text{BT46}(I_n/I_o)*50\%))$	Tous les prix
10	BT 40-41-38	$C_n = 15,00\% + 85,00\% ((\text{BT40}(I_n/I_o)*50\%)+(\text{BT41}(I_n/I_o)*25\%)+(\text{BT38}(I_n/I_o)*25\%))$	Tous les prix
11	BT 47	$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_o)$	Tous les prix
12	BT 48	$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_o)$	Tous les prix

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de l'index correspondant.

3.3 - Répartition des dépenses communes

En cas de non-respect des obligations de nettoyage de chantier, le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage se réserve la possibilité, après simple demande en rendez-vous de chantier non suivie d'effet dans la semaine suivante, de faire intervenir, aux frais du compte prorata, une entreprise de nettoyage extérieure.

Dans la répartition du compte prorata, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les titulaires lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

Article 4 : Clauses de financement et de sûreté

4.1- Garantie financière

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

En application de l'article R2193-3 du code de la commande publique, dans le cas où le titulaire serait une PME ou TPE, cette retenue de garantie sera de 3,00%.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché. Il ne sera par contre pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

4.2- Avance

L'option B du CCAG-Travaux s'applique. Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 10,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché.

Il n'est pas demandé de garantie particulière pour le versement de l'avance.

Article 5 : Modalités de règlement des comptes

5.1 - Modalités de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées conformément à l'article 12.1 du C.C.A.G.-Travaux. Les acomptes seront réglés mensuellement.

Les demandes de paiement seront établies de manière dématérialisée par **EDIFLEX via la saisie et l'envoi des situations de travaux vers CHORUS Pro, conformément à la convention d'interchange EDIFLEX (cf annexe 01i_Convention interchange EDIFLEX_2025DPIGPI718TX) jointe à la présente consultation dans le dossier « PIECES ADMIN ».**

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché **2025DPIGPI718TX** ;
- La désignation de l'organisme débiteur
- Le relevé des travaux exécutés (constat contradictoire ou simples constatations) accompagné du calcul des quantités prise en compte, effectué sur la base de ce relevé ;
- L'état des prix forfaitaires (ils peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé)
- Le montant hors taxe des travaux exécutés ;
- Le calcul (justifications à l'appui) des coefficients de révision des prix ;
- Le montant, éventuel des primes ;
- Le remboursement des débours incombant au maître de l'ouvrage dont l'entrepreneur a fait l'avance, le cas échéant ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés
- Le montant total TTC des travaux exécutés (incluant, le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier) ;
- La date de facturation ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- La mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les auto-entrepreneurs relevant du régime fiscal de la micro-entreprise).

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Les factures devront être émises avant le 20 de chaque mois. Elles devront se baser sur l'ordre et les postes des DPGF.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux

d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

5.2 - Approvisionnements

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG Travaux, le titulaire pourra émettre une situation de travaux pour la part des approvisionnements de son lot à la condition de démontrer que ces approvisionnements sont acquis et effectivement payés et que les matériaux concernés sont acquis en toute propriété. Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés. Ils restent la pleine propriété du titulaire et sont sous sa garde.

5.3 - Tranches optionnelles

Sans objet.

5.4 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

La déclaration de sous-traitance annexée au marché, précise tous les éléments de Déclaration de sous-traitance au moment de l'offre (Articles R2193-1 à R2193-2) et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement : La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances

- Le compte à créditer.
- Modalités de paiement des sous-traitants directs :
- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Cette demande est libellée hors taxe et porte la mention « Autoliquidation » pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier.
- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant

- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.
- Modalités de paiement direct des cotraitants :
- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 3.5 du C.C.A.G.-Travaux

Article 6 : Délai d'exécution - Pénalités et Primes

6.1 - Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux est stipulé à l'acte d'engagement.

Le délai d'exécution de chaque lot s'insère dans ce délai d'ensemble, conformément au planning prévisionnel détaillé des travaux qui sera joint en annexe de ce présent C.C.A.P.

Par dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G. Travaux, la période de préparation des travaux est ramenée à une durée de 1 mois.

Calendrier détaillé d'exécution

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré (à partir du calendrier prévisionnel d'exécution) par la maîtrise d'œuvre après consultation auprès des titulaires des différents lots.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre pour chacun des lots la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives du titulaire sur le chantier.

Après acceptation par les titulaires, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le maître d'œuvre à l'approbation du pouvoir adjudicateur dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée au présent C.C.A.P.

B) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

C) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement.

D) Le calendrier initial visé au A), éventuellement modifié comme il est indiqué au D), est notifié par ordre de service à tous les titulaires.

6.2 - Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 1 et 2 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 15 jours.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2 du C.C.A.G.-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée et qu'il aura occasionné l'arrêt du travail sur le chantier :

Nature du phénomène	Intensité limite et durée
Gel	-2° C < Température <+ 3°C : décompte de 4H / jour
Pluie	Plus 20 mm en cumul entre 7h et 16h
Neige	Plus 3 cm en cumul entre 7h et 16h
Vent	Au moins une rafale supérieure à 60 km/h constatée par heure sur au moins quatre tranches horaires différentes entre 7h et 16h

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de Nancy

Seuls les lots ci-dessous sont concernés :

Lots	Désignation
1	Désamiantage – Déplombage – Déconstruction
2	VRD – Espaces Verts
3	Structure
4	Bardage – ITE – Etanchéité
5	Menuiseries extérieures – Serrurerie
8	Carrelage – Faïence
9	Peintures – Sols souples

6.3 - Pénalités

Par dérogation à l'article 19 du C.C.A.G Travaux, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité, quel que soit le montant total de celle-ci.

La grille d'application des pénalités est la suivante :

GRILLE D'APPLICATION DES PENALITES			
Objet de la pénalité	Pénalité applicable	Point de départ/fait générateur	Dérogation au CCAG travaux
Retard			
Retard dans l'achèvement des travaux du lot	500,00 €/jours pendant 7 jours calendaires Puis 1000,00€/jour	Au constat du 1er jour de retard sans mise en demeure préalable	Articles 19.2.3 et 19.2.4
Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à la préparation et à l'organisation des travaux	400,00 €/jour calendaire	Au constat du 1er jour de retard sans mise en demeure préalable	Articles 19.2.3 et 19.2.4
Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux	500,00 €/jour calendaire	Au constat du 1er jour de retard sans mise en demeure préalable	Articles 19.2.3 et 19.2.4
Retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus	500,00 €/jour calendaire	Au constat du 1er jour de retard sans mise en demeure préalable	Articles 19.2.3 et 19.2.4
Retard dans l'élaboration du Plan de Retrait Amiante	1 000,00€/ jour calendaire	Au constat du 1er jour de retard sans mise en demeure préalable	Articles 19.2.3 et 19.2.4
Retard dans la remise des DOE	500,00€/ jour calendaire	Au constat du 1er jour de retard sans mise en demeure préalable	Article 19.3
Réunions de chantier			
Absence aux réunions de chantier	300,00 €/absence	Au constat de l'absence le jour de la tenue de la réunion sans mise en demeure préalable	Article 19.2.4
Retard de plus de 30min a une des réunions de chantier	100,00 €	Au constat de l'absence le jour de la tenue de la réunion sans mise en demeure préalable	Article 19.2.4
Non-respect des stipulations du PGC SPS ou des recommandations du coordonnateur SPS			
Arrêt de travaux, ordonné pour non-respect des règles de sécurité	1 000,00 € par infraction plus 850,00 €/jour calendaire d'arrêt de chantier	Au constat de l'infraction Au premier jour d'arrêt sans mise en demeure préalable	Article 19.2.4
Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier	500,00 € par infraction	Au constat de l'infraction sans mise en demeure préalable	Article 19.2.4
Non-respect des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié	10 % du montant TTC du marché	Au constat de l'infraction sans mise en demeure préalable	Article 19.2.4
Non-respect des prescriptions de chantier			
Dépôt de matériaux, terres, gravais en dehors des zones ou des bennes prescrites	500,00 €/jour calendaire de présence du dépôt jusqu'à évacuation	Au constat du dépôt sans mise en demeure préalable	Articles 19.2.4, 36.2.3 et 37.2

Retard dans le nettoyage du chantier ou non-respect du nettoyage du chantier	500,00 €/jour calendaire	1er jour de retard constaté sans mise en demeure préalable	Articles 19.2.4, 36.2.3 et 37.2
Retard dans l'évacuation des gravats hors du chantier	500,00 €/jour calendaire	1er jour de retard constaté sans mise en demeure préalable	Articles 19.2.4, 36.2.3 et 37.2
Non-respect de transmission des documents de traçabilité des déchets. - traçabilité provisoire (transport) - traçabilité définitive (élimination)	500,00 €/jour calendaire 200,00 €/jour calendaire	1er jour de retard constaté sans mise en demeure préalable	Articles 19.2.4, 36.2.3 et 37.2
Non-respect des mesures de tri sélectif	200,00 €/jour calendaire	Au constat du mauvais tri sélectif sans mise en demeure préalable	Articles 19.2.4, 36.2.3 et 37.2
Engagement d'insertion			
Non-respect des obligations relatives à l'insertion	60,00 €/heure non réalisée	Au constat de la mauvaise exécution des conditions du marché par l'entreprise	Articles 19.2.4 et 20.1.5
Défaut caractérisé de transmission des informations au facilitateur désigné dans les conditions définies à l'article 1.8.4 du présent C.C.A.P	100,00 €/jour calendaire	A compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage	
Engagement en faveur de l'environnement et du développement durable			
Non mise en œuvre des mesures en faveur de la réduction des déchets, recyclage, élimination des déchets ultimes, détail de stockage, recours à des filières de réemploi, choix des matériaux et conditionnement visant à limiter la production de déchets	500,00 €/jour calendaire de d'absence de mesure jusqu'à leur mise en œuvre	Au constat de la mauvaise exécution des conditions du marché par l'entreprise	Articles 19.2.4 et 20.2.3

Article 7 : Caractéristiques des matériaux et produits

7.1 - Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits

Sans objet

Article 8 : Implantation des ouvrages

La visite préalable et les opérations de repérage sont effectuées contradictoirement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le(s) titulaire(s) du lot 01 : Désamiantage / Déplombage / Déconstruction.

8.1 - Piquetage général

Sans objet

8.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Sans objet

Article 9 : Préparation et Coordination des travaux

9.1 - Période de préparation - programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation d'une durée de 30 jours, comprise dans le délai d'exécution du marché. Cette période débute à compter de la notification du marché.

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré, après consultation des entreprises, dans les conditions énoncées à l'article 6.1 du présent document.

Un programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires prévues à l'article 28.1 du C.C.A.G.-Travaux est établi et présenté au visa du maître d'œuvre, par les soins du ou des titulaires.

Dans le cadre de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, il est prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26.12.1994 modifié, l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.), après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants). Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur pour la sécurité doit effectuer les opérations suivantes :

- Adaptation et modification du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier conformément aux dispositions du décret n° 94-1159 du 26.12.94 modifié.
- Constitution du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail, 21 jours avant le début des travaux.

9.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

A) Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur S.P.S ».

B) Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

C) Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

1- Libre accès du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

2- Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- Le P.P.S.P.S. ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Dans les 5 jours qui suivent la notification de la décision de constitution du collège, les noms de ses représentants au sein du C.I.S.S.C.T. ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- La copie des déclarations d'accident du travail ;

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le document visé au présent

C.C.A.P.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- De toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- De ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître de l'ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

D) Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 du Code du Travail.

E) Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

9.3 - Plan d'assurance qualité

Il n'est pas prévu de plan d'assurance qualité.

9.4 - Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

Article 10 : Etudes d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées nécessaires pour le début des travaux, sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre avant tout début d'exécution.

Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

La fourniture de tous ces documents est effectuée dans les conditions de l'article 29.1.4 du C.C.A.G.-Travaux.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent être visés par le contrôleur technique mentionné au présent C.C.A.P.

Article 11 : Installation et organisation du chantier

11.1 - Installations de chantier

Conformément à l'article 31.1 C.C.A.G.-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier y compris celle mis à disposition par le maître d'ouvrage.

11.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais

Sans objet.

11.3 - Signalisation des chantiers

Conformément à l'article 31.6 du C.C.A.G.-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

La signalisation des chantiers est réalisée dans les conditions suivantes : Elle sera à la charge du titulaire du lot désamiantage, pendant la durée du chantier et sera réalisée dans les conditions définies par le Plan Général de Coordination du SPS.

11.4 - Application de réglementations spécifiques

Sans objet.

Article 12 : Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

12.1 - Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation des déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Il doit :

- sans délai au moment de l'expédition des déchets en dehors du chantier vers les installations d'éliminations ou de tri-sélectif de déchets les éléments de leur traçabilité provisoire (transport) ;
- sous 30 jours à compter de leur expédition hors du chantier, les éléments de leur traçabilité définitive (élimination).

En l'absence de la transmission de ces documents, le titulaire encoure les pénalités prévues en cas de retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux telles qu'indiquées à l'article 6.3 du présent CCAP.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur un schéma d'organisation et de gestion des déchets.

Ce schéma, qui a vocation à planifier l'organisation technique de la gestion des déchets, est transmis pendant la période de préparation des travaux ou à défaut dans un délai de 1 mois à compter de la notification du marché.

12.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux sont applicables.

12.3 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Aucune stipulation particulière.

12.4 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire devra remettre au maître d'œuvre les documents suivants :

Un dossier des ouvrages exécutés (DOE) en version dématérialisée via un lien de téléchargement valable 2 mois avec pour chacun des fichiers qui sera transmis, une indication précise quant au nom des matériels ou matériaux mis en œuvre. Les PV d'essais, de mesures, fiche d'autocontrôle, les essais de plaques. Une fiche récapitulative, appelée SOMMAIRE, viendra détailler (nom des fichiers) l'organisation et l'arborescence du DOE dématérialisé transmis.

Le lien de téléchargement du DOE sera remis au Maître d'œuvre, au Bureau de contrôle, et au coordonnateur S.P.S.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le ou les titulaires, conformément à l'article 40 du C.C.A.G.-Travaux, une retenue égale à 5 000,00 Euros sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 19.2 du C.C.A.G.-Travaux, sur les sommes dues au(x) titulaire(s).

La réception ne pourra être prononcée sans la transmission préalable des DOE validés par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

12.5 - Travaux non prévus et diminution du montant des travaux

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'un ordre de service du maître d'œuvre, validé par le maître d'ouvrage ou d'un ordre de service du maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-Travaux, le titulaire n'est pas indemnisé d'un éventuel préjudice subit pour l'augmentation du volume des travaux.

Dans le cas de travaux nécessaires à la réalisation de l'ouvrage dans les règles de l'art et non demandés par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, le titulaire doit obtenir l'accord expresse et écrit du Maître d'Ouvrage avant leur réalisation. Aucune acceptation tacite de ces travaux ne pourra être acquise.

Par dérogation à l'article 15.1 du présent C.C.A.P., en cas de variation du volume des travaux en diminution, aucune indemnité du titulaire n'est prévue.

Article 13 : Réception des travaux

13.1 - Dispositions applicables à la réception

Le déroulement des travaux s'échelonnant sur 3 phases, une réception « partielle » sera prononcée avec les entreprises concernées à la fin de chaque phase :

- **Phase 01 : Travaux du 20/10/2025 -> Réception partielle à partir du 22/06/2026 sous réserve du respect du planning prévisionnel de travaux**
Travaux sur Bât A : Travaux du 20/10/2025 au 10/04/2026
Travaux sur Bât H0 : Travaux du 21/10/2025 au 07/05/2026
Travaux de construction du nouveau Bât H1 : Travaux du 03/11/2025 au 22/06/2026

- **Phase 02 : Travaux du 09/02/2026 -> Réception partielle à partir du 28/07/2026 sous réserve du respect du planning prévisionnel de travaux**
Travaux sur Bât D : Travaux du 09/02/2026 au 28/07/2026
Travaux sur Atelier GCCD : Travaux du 23/02/2026 au 16/06/2026
Travaux sur Bât C : Travaux du 23/03/2026 au 10/07/2026

- **Phase 03 : Travaux du 23/06/2026 -> Réception partielle à partir du 11/06/2027 sous réserve du respect du planning prévisionnel de travaux**
Travaux sur nouveau Bât H1 : Réalisation du second œuvre du 23/06/2026 au 11/01/2027
Travaux sur Atelier GMP : Travaux du 01/09/2026 au 07/06/2027
Travaux sur ancien Bât H1 : Remise en état du terrain après démolition du 12/01/2027 au 11/06/2027

Le Maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sont avisés par le(s) titulaire(s) de chaque lot de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés.

Postérieurement à cette action la procédure de réception se déroule, selon les 3 phases de travaux précisées au 13.1, pour les lots concernés, comme il est stipulé à l'article 42 du C.C.A.G.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, la non fourniture du dossier des ouvrages exécutés (DOE) dans son intégralité validée par la maîtrise d'œuvre et d'ouvrage, entraîne, en plus de l'application d'une pénalité forfaitaire, le refus de réception par le maître d'ouvrage.

Ainsi, la réception ne pourra être prononcée en l'absence des plans d'Exécution et plans d'Atelier de Chantier, les notices d'entretien, les PV d'essais, de mesures, d'autocontrôle et de mise en service des installations.

Par dérogation à l'article 12.3.1 du présent CCAP, en cas de réception avec ou sous réserve, le titulaire ne peut faire parvenir son projet de décompte final qu'à compter de la levée de la dernière réserve.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du présent CCAP, si le maître d'ouvrage ne notifie pas au titulaire le décompte général, il dispose d'un délai de 30 jours à compter de la notification du titulaire du projet de décompte général pour lui notifier le décompte général.

13.2 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de disposer des ouvrages (ou parties d'ouvrages) non encore achevés désignés ci-après, aux stades d'avancement suivants des travaux : tout ou partie d'un ou plusieurs niveaux du bâtiment.

Article 14 : Garanties et assurances

14.1 - Délai de garantie de parfait achèvement

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

14.2 - Garanties particulières

Le titulaire est soumis à une garantie de bon fonctionnement des équipements d'une durée de 2 ans à compter de la réception des ouvrages.

14.3 - Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils sont titulaires du contrat d'assurance responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

Ils auront également souscrit une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

Article 15 : Résiliation du marché

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

Par dérogation à l'article 50 du C.C.A.G Travaux, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 3,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 48 et 51 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 51-III du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Article 16 : Droit et langue

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif Tribunal Administratif de Nancy est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 17 : Dérogations aux documents généraux

Les dérogations aux C.C.A.G. Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

- L'article 5.2 (Approvisionnements) déroge à l'article 10.4 du C.C.A.G. Travaux
- L'article 6.1 (Délai d'exécution des travaux) déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G. Travaux
- L'article 6.3 (Pénalité) déroge à l'article 19 du C.C.A.G Travaux
- L'article 6.3 (Pénalité) déroge à l'article 19.2.3 du C.C.A.G Travaux
- L'article 6.3 (Pénalité) déroge à l'article 19.2.4 du C.C.A.G Travaux
- L'article 6.3 (Pénalité) déroge à l'article 36.2.3 du C.C.A.G Travaux
- L'article 6.3 (Pénalité) déroge à l'article 37.2 du C.C.A.G Travaux
- L'article 6.3 (Pénalité) déroge à l'article 20.1.5 du C.C.A.G Travaux
- L'article 6.3 (Pénalité) déroge à l'article 20.2.3 du C.C.A.G Travaux
- L'article 12.5 (Travaux non prévus et diminution du montant des travaux) déroge à l'article 14.3 du C.C.A.G Travaux
- L'article 12.5 (Travaux non prévus et diminution du montant des travaux) déroge à l'article 15.1 du C.C.A.G Travaux
- L'article 13.1 (Dispositions applicables à la réception) déroge à l'article 40 du C.C.A.G. Travaux
- L'article 15 (Résiliation de marché) déroge à l'article 50 du C.C.A.G. Travaux